

Autorisation spéciale

Arrêté n° DIR-J-2020-191

Nom du projet : Survol en drone et prises de vues dans le cadre du tournage d'un

documentaire sur le piton de la Fournaise pour l'émission « le monde de Jamy »

Numéro de dossier : DIR/2020/AD/245

Pétitionnaire : Julien Mérelle

Localisation : Piton de la Fournaise, Le Tremblet

Le Directeur de l'établissement public du Parc national de La Réunion,

Vu le Code de l'environnement, notamment son article L. 331-4-1;

Vu le décret n° 2007-296 du 5 mars 2007, créant le Parc national de La Réunion,

Vu le décret n° 2014-49 du 21 janvier 2014, approuvant la charte du Parc national de La Réunion fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment et ses MARCœur n°24 et 28 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 mai 2017 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national de La Réunion ;

Vu la demande de Monsieur Julien Mérelle en date du 4 décembre 2020 et relatif au dossier n° DIR/AD/2020/245 ;

Considérant que le survol et les prises de vues seront réalisées en cœur du Parc national ; **Considérant** que le survol sera effectué par un drone et que la hauteur maximale de vol sera inférieure à 150 mètres ;

Considérant les prises de vue professionnelles dans le cœur du Parc national sont encadrées par la délibération du Conseil d'Administration N°CA/DIR/2014/45 ;

Considérant que les enjeux et impacts sont négligeables ;

Considérant la nécessité d'encadrer les activités de survol et de prise de vue pour garantir leur concours ou leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci ;





AUTORISE

Article 1 : Objet

Le Directeur du Parc national autorise le survol en drone de l'enclos (Piton de la Fournaise) et de la zone du Tremblet (coulées de laves, côte du sud sauvage) par Monsieur Julien Mérelle, ci-après désigné « le bénéficiaire », dans la demande susvisée.

Article 2: Prescriptions

Le Directeur du Parc national confirme que vous n'êtes pas soumis au régime d'autorisation pour la prise de vues. Néanmoins, compte tenu de la fragilité des milieux, certaines recommandations sont à respecter :

- Les prises de vues ou de son ne doivent pas faire l'apologie ou l'éloge de pratiques, d'usages ou d'activités contraires à la réglementation du Parc national en vigueur.
- Une attention particulière doit être apportée au maintien de la quiétude des lieux et au respect de la réglementation en matière de nuisances sonores. L'utilisation de matériel sonore amplifié situé en cœur de Parc est interdite.
- Les images utilisées à des fins commerciales ou de promotion du territoire sont signalées au public comme ayant été prises dans le cœur du Parc national lorsqu'elles sont accompagnées d'un générique ou de mentions techniques (faire apparaître la mention « tourné en cœur du Parc national de La Réunion »).
- Afin d'éviter l'augmentation de la fréquentation de la zone, les prises de vues ne doivent pas être utilisées pour promouvoir l'organisation d'expédition sur site.
- Aucun déchet ne doit être laissé sur place, même biodégradable (ces derniers attirent les rats qui s'attaquent à la faune protégée);

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la période du 12 au 15 décembre 2020.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente autorisation peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national de La Réunion.

Article 5 : Autres obligations

Cette autorisation n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur sur le territoire du cœur du parc national (notamment auprès de l'Office National des Forêts). Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations (environnementales ou non) en vigueur applicables au projet intéressé.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente autorisation ou d'une disposition prévue par la réglementation générale du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et/ou pénales.





Article 7 : Voies et délais de recours

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

Article 8 : Publication

La présente autorisation est notifiée et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national de La Réunion (http://www.reunion-parcnational.fr/fr/raa).

À La Plaine-des-Palmistes, le

- 9 DEC. 2020

Pour le Directeur et par délégation

REUNION

Paul FERRAND

Copies :

- ONF
- Secteur Est, Sud



